

n°333 02/11/2011 2€50

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

RECAPITALISEZ-MOI



LES MARCHÉS CONTRE LA DÉMOCRATIE

Panique sur les places boursières et désolation des oligarchies à l'annonce d'un référendum en Grèce sur l'avenir économique du pays. La situation est devenue intenable pour un pouvoir politique transformé en simple instrument de la politique dictée par le capitalisme financier.



Pour que la parole du peuple ne soit pas confisquée par de fausses alternances, une alternative est indispensable

- expropriation du système bancaire sous contrôle populaire et sans indemnisation des actionnaires
- moratoire sur le remboursement de la dette publique et annulation des dettes illégitimes
- transformation de la Banque Centrale Européenne en outil financier public sous le contrôle du parlement européen et pour qu'elle participe directement au financement du budget des Etats
- instauration d'une fiscalité fortement progressive sur les gros revenus et d'une taxe européenne sur les transactions financières.

Mais la mise en œuvre d'une autre politique ne fera pas l'économie d'une puissante mobilisation populaire. Les islandais ont ouvert la voie en refusant de payer pour la faillite de leurs banques, aujourd'hui les mobilisations contre la mise de la Grèce sous protectorat financier ouvrent une crise majeure, ces mobilisations servent les intérêts de tous les peuples européens.

Contre la domination de la finance, l'heure est partout en Europe à la résistance et à l'alternative. ■

POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DÉVELOPPER

LE DÉVELOPPEMENT DE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE REPOSE SUR L'ENGAGEMENT DES ADHÉRENT/E/S ET DES SYMPATHISANT/E/S DES ALTERNATIFS COMME SUR L'AUGMENTATION DU NOMBRE D'ABONNEMENTS. NOUS AVONS FAIT LE CHOIX DU LIBRE ACCÈS À ROUGE & VERT SUR LE SITE DES ALTERNATIFS. IL NOUS PARAIT TOUT AUSSI IMPORTANT D'AUGMENTER LA DIFFUSION DE LA VERSION "PAPIER". DANS LES MOIS QUI VIENNENT ROUGE&VERT ET LA LETTRE DES ÉLU/E/S ALTERNATIFS SE FERONT L'ÉCHO DES INITIATIVES ET RÉFLEXIONS POUR UNE ALTERNATIVE SOCIALE, ÉCOLOGIQUE, FÉMINISTE, ALTERNOMONDIALISTE À UN SYSTÈME EN CRISE, DE LA BATAILLE POUR LE RASSEMBLEMENT DES FORCES DE LA GAUCHE DE GAUCHE, DE LA CONVERGENCE DES COURANTS DE LA GAUCHE ALTERNATIVE ET ÉCOLOGISTE. DES INITIATIVES DES ALTERNATIFS. DE NOMBREUX ABONNEMENTS ET RÉABONNEMENTS À ROUGE&VERT SONT UN ENCOURAGEMENT À RENFORCER NOTRE ACTIVITÉ, ET NOUS EN DONNENT LES MOYENS. NOUS COMPTONS SUR TOUTES ET TOUS (MAIS IL EST ÉGALEMENT PLUS QUÉ SOUHAITABLE DE REJOINDRE LES ALTERNATIFS.

Je m'abonne!

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s Alternatifs»

Je rejoins les Alternatifs en 2011

Ci-joint chèque de 50 euros à l'ordre
de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n° 1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE, Nathan BOUMENDIL, Patricia CAVALLERA, Florence CIARAVOLA, Cyril COGNERAS, Mathieu COLLOGHAN, Bruno DELLA SUDDA, Henri FÉRAL, Jacques FONTAINE, Stéphane LAVIGNOTTE, Denis LE GOFF, Michèle LEMAITRE, Christophe LEMASSON, Michel LEPESANT, Francis LORIDAN, Michèle MOREAU, Richard NEUVILLE, Florian RIDEAU, Denis SIMONIN et Stéphanie TREILLET

Édité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063, Gérant : R.Mérieux

imprimé par Expressions II : 01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG

De l'indignation ... à la Révolution

Irlande, Grèce, Portugal, Espagne... C'est l'ensemble de l'Europe qui est ébranlée par la crise financière. Et demain, à qui le tour dans ce jeu de dominos : L'Italie, la Grande Bretagne, la France?

Cette situation ne résulte pas du laxisme des gouvernements ou de leur mauvaise gestion. Elle est le produit de 30 ans de politique libérale; une politique fondée sur la libéralisation des marchés financiers et sur des baisses d'impôts qui profitent aux classes privilégiées et réduisent les possibilités d'action des Etats. En Europe, les traités, depuis celui de Maastricht jusqu'à celui de Lisbonne, organisent la mise en coupe réglée du Continent par le capitalisme financier.

Le mal prend sa source dans les fondamentaux du libéralisme : Croyance en la toute puissance du marché, mythe d'une croissance économique infinie censée tout régler, dévotion envers les égoïsmes individuels au détriment de l'intérêt général; fondamentaux que de prétendus experts, enfants chéris des médias, nous assènent depuis des années comme autant de vérités sacrées!

LE CAPITALISME FINANCIER A LA MANŒUVRE

Après avoir poussé des millions de gens de par le Monde à s'endetter, les banques ont appelé les gouvernements

au secours pour échapper à la faillite en 2008. Sauvé du naufrage par l'argent des contribuables, le système bancaire joue aujourd'hui contre ces même Etats en s'appuyant sur les avis "d'agences de notation" qui n'ont aucune légitimité démocratique. En Europe, traité de Maastricht oblige, la Banque Centrale Européenne n'a pas le droit de financer directement les Etats mais elle prête à bas prix à des banques qui imposent des taux d'usuriers à des Etats considérés comme des maillons faibles. C'est ainsi que la dette privée est devenue une dette publique!

La crise de la dette publique est une arme de plus entre les mains du capital pour imposer aux Peuples une cure d'austérité sans précédent : Baisse des salaires et des retraites; casse de la protection sociale et du système de santé; chômage accru et privatisation accélérée de ce qui reste d'entreprises publiques...

Qu'ils soient de droite ou sociaux-démocrates, les gouvernements européens n'ont qu'une réponse à cette crise: Toujours plus de soumission aux logiques libérales et régression sociale pour préserver les profits de banques et des marchés financiers; une régression amplifiée par le pacte de compétitivité européen adopté au printemps dernier: alignement de l'âge de la retraite sur l'espérance de vie, compression de l'évolution des salaires, privatisations, interdiction des déficits publics dans la Constitution comme Sarkozy veut le faire en France...

UNE POLITIQUE DE RUPTURE EST NECESSAIRE

- expropriation du système bancaire sous contrôle populaire et sans indemnisation des actionnaires
- moratoire sur le remboursement de la dette publique et annulation des dettes illégitimes
- transformation de la Banque Centrale Européenne en outil financier public sous le contrôle du

parlement européen et pour qu'elle participe directement au financement du budget des Etats

- instauration d'une fiscalité fortement progressive sur les gros revenus et d'une taxe européenne sur les transactions financières.

Mais la mise en œuvre d'une autre politique ne fera pas l'économie d'une puissante mobilisation populaire à l'échelle de l'Europe. Les islandais ont ouvert la voie en refusant de payer pour la faillite de leurs banques. Les manifestations en Grèce, celles des indignés espagnols nous montrent le chemin.

LE CAPITALISME N'EST NI ACCEPTABLE, NI REFORMABLE. IL FAUT LE RENVERSER

Pour sortir de cette économie de casino qui massacre nos emplois, nos salaires et nos droits sociaux, reprenons nous-même le contrôle des leviers de l'économie. Reprenons nous-même la conduite de nos entreprises pour imposer une production socialement utile et écologiquement responsable, au service des vrais besoins de la majorité de la population; **pour aller vers une société d'autogestion généralisée.** ■



FAUT PAS PAYER!

La tenue à Cannes du G20 a été l'occasion d'exprimer de manière massive notre refus de voir s'installer un véritable directoire du monde. Ce gouvernement mondial sans légitimité démocratique n'a comme seule fin que d'imposer aux peuples du monde de payer une crise économique et financière dont ils ne sont en rien responsables.

Cette crise, c'est en réalité celle du capitalisme. La crise de la dette n'est que le prolongement des épisodes précédents ; de la crise des subprimes de 2008 et des autres crises qui l'ont précédées (bulles informatiques, crise latino-américaine et asiatique etc ...). C'est une crise sans fin et sans fond.

Pompiers pyromanes

Ces vampires, spéculateurs, capitalistes et partis politiques de droite à leur service, imposent aujourd'hui une austérité sans fin. C'est insupportable !

Ce sont les mêmes qui mènent depuis 20 ans le bal, avec la financiarisation folle de l'économie et le désaffectement parfaitement organisé du politique au profit de

l'économie et de la finance. Mais ceux qui ont déclenché cette crise, ce sont justement les gouvernements des pays

riches, aux ordres des "milieux financiers". Ces gouvernements de droite ou sociaux libéraux sont responsables des politiques économiques néo-libérales depuis 20 ans. Ce sont les mêmes qui ont renfloué sans contrepartie les banques en 2008, avec les caisses des Etats déjà privés de recettes fiscales par ces politiques néo-libérales.. Et ce renflouement permet aux banques de continuer à spéculer sur le dos des peuples !

Nous devons refuser de payer la dette, refuser l'ordre du monde que ce G20 vise à défendre et à protéger, et ne rien attendre des mesures soi-disant "régulatrices" qu'il serait capable de prendre.

Ils sont 20, nous sommes 7 milliards !

L'histoire récente nous le

L'austérité, une réponse absurde

La réponse à la crise par des politiques d'austérité est une absurdité : en réduisant les moyens financiers de la population, elle réduit l'activité économique. Cette réduction nous fait entrer dans la récession et donc augmente la dette publique. Le serpent se mord la queue !

Comme on le voit en Grèce, ces vampires osent présenter la note aux peuples qui n'en peuvent plus. Ils affirment avec cynisme ce mensonge énorme selon lequel cette crise s'explique par l'excès de dépenses sociales et publiques !



prouve : aucune des rares décisions annoncées dans ces sommets pour remettre le monde à l'endroit, telle que la disparition des paradis fiscaux, n'a reçu de réel commencement d'application. Face au G20, dont les sommets s'apparentent au bal des vampires, les mobilisations populaires doivent

se construire de manière massive et prolongée, comme c'est déjà le cas depuis les débuts du mouvement altermondialiste. Oui, un autre monde est possible et nécessaire !

Le réaffirmer est indispensable face aux puissants de ce monde.

Mais le réaffirmer ne suffit pas. Il faut résister mais aussi construire et proposer.

Faut pas payer !

Dans les résistances immédiates à l'ordre du monde que veut nous imposer



Pas une mais des crises

La crise du capitalisme est une crise globale et maintenant une véritable crise de civilisation, à plusieurs dimensions : économique et sociale certes mais aussi écologique, démocratique et géo-stratégique.

La crise économique prouve que l'économie doit être remise à l'endroit, c'est-à-dire au service des peuples et non au profit des oligarchies au pouvoir

La crise écologique est d'une profondeur sans précédent dans l'histoire. Cela doit nous conduire à ré-interroger radicalement la notion de croissance et de développement. Les références révolutionnaires classiques du mouvement ouvrier ne suffisent plus : le développement des forces productives ne débouche pas nécessairement sur l'émancipation humaine. Il faut une reconversion sociale et écologique de l'économie et lutter pour la sauvegarde de la planète

La crise est aussi **démocratique** avec

le rejet de plus en plus massif de la classe politique dans la population et les limites d'un système et d'une démocratie représentative à bout de souffle : inventons une autre démocratie, une démocratie active et citoyenne basée sur l'autogestion comme but, comme moyen et comme chemin !

Enfin, la crise est maintenant, caractéristique nouvelle du XXI^e siècle, une **crise géo-stratégique** avec l'effacement même relatif de ce qu'on a longtemps appelé l'occident au profit des pays émergents et à travers eux des peuples du Sud. De ce point de vue, l'élargissement du G8 au G20, pour intégrer les pays "émergents" est une sorte d'hommage du vice à la vertu.

Mais il n'est en rien une réponse satisfaisante: l'une des fonctions du G20 est aussi de contourner et de torpiller l'ONU.

Malgré toutes les limites de l'ONU, défendons le principe selon lequel le seul cadre de discussion politique, mais aussi socio-économique et écologique, à l'échelle du monde est un parlement des nations, Militons pour une refonte radicale et démocratique de l'ONU -à commencer par la suppression du conseil de sécurité et la réaffirmation du pouvoir souverain de l'assemblée générale.

Mais il faut aussi l'articuler à la mise sur pied parallèle d'un véritable Forum des peuples !

le G20, commençons par refuser de payer la dette. Exigeons des audits indépendants et citoyens sur la dette. Développons les mobilisations populaires comme celles des peuples arabes, du peuple grec ou des Indigné-e-s.. Elaborons toutes et tous ensemble un projet anticapitaliste, un projet alternatif de société qui soit synonyme d'émancipation humaine : solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire. ■

POUR QUE LES FRANÇAIS ACHÈTENT UNE NOUVELLE CAISSE
COURSE POUR LA GARDEN-PARTY À L'ELYSÉE
POUR EXPULSER LES SANS-PAPIERS
POUR PAYER LA BAISSE DE LA TVA DES RESTAURATEURS
POUR "L'HONNEUR" DE BERNARD
LE POUVOIR SARKOZY
TAPIS

PAYER!

SOLIDARITÉS ÉCOLOGIE
les alternatifs
FÉMINISME AUTOGESTION

WWW.ALTERNATIFS.ORG

PROCES DES FAUCHEURS A COLMAR

UN TÉMOIGNAGE

15 août 2010 : une soixantaine de faucheurs d'OGM, venus de toute la France, arrachent 70 pieds de vigne OGM à Colmar.

28 octobre 2011 : les 60 faucheurs se retrouvent devant les magistrats du tribunal correctionnel de la ville alsacienne. Le procès va durer deux jours et demi au cours desquels c'est davantage le procès de la recherche sur les OGM que celui des « faucheurs volontaires » parmi lesquels René Grappe qui répond à nos questions.

Rouge & Vert : Le premier jour est-on stressé, voire angoissé devant les robes noires ?

René Grappe : Avec l'âge et l'expérience on sait qu'il faut conserver toute sa maîtrise et garder l'essentiel de ses moyens malgré le stress qu'on éprouve.

R&V : La présidente du tribunal et ses deux assesseurs, également des femmes, on-elles essayé de vous déstabiliser ?

R.G. : Non, j'ai trouvé qu'il y avait beaucoup d'écoute, ce n'était pas un piège mais un climat plutôt serein. S'il y a eu des tentatives de déstabilisation elles sont plutôt venues des avocats de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique).

R&V : L'INRA, parlons-en. Quels furent les arguments de ses représentants locaux directement concernés par les faits du 15 août 2010 ?

R.G. : D'après eux leur essai était dans la plus parfaite légalité. Au 1er octobre 2009 l'autorisation de cette expérience expirait mais l'INRA a fait une demande de prolongation. En matière administrative s'il n'y a pas de réponse sous 90 jours elle est considérée comme refusée ce qui nous amenait au 1er janvier 2010. L'INRA a resolicitée une demande administrative début 2010, avec avis favorable qu'en mai 2010. Durant 4 mois l'INRA était dans l'illégalité d'où la question : avez-vous arraché des vignes le 1er janvier ? Il y a eu un silence gêné

du responsable de l'expérience qui s'est alors tourné vers son avocat pour quêter un avis. C'était un aveu de culpabilité.

R&V : Lors du procès l'INRA a affirmé avoir pris toutes les précautions pour éviter une dissémination dans le milieu naturel, en l'occurrence la zone AOC d'Alsace, en installant une bâche microporeuse à 2 m de profondeur avant d'apporter des M3 de terre contaminée par le virus du court-noué, maladie de la vigne, prétexte à l'essai OGM. En outre la surface expérimentée était solidement clôturée et équipée d'une alarme pour éviter toute incursion d'animaux sauvages qui auraient pu contribuer à la dissémination. De plus les inflorescences avaient été coupées au printemps pour empêcher la dissémination du pollen. N'était-ce pas suffisant ?

R.G. : C'est impossible de tout prévoir. Les animaux souterrains, les oiseaux, un vent violent, une tornade, tout ça peut arriver aussi... Cela dit pourquoi un tel acharnement à poursuivre avec l'argent des contribuables une problématique OGM majoritairement rejetée en France par les consommateurs alors qu'il y aurait tant à faire en matière de biologique et de biodynamique ? Je crois que les défenseurs de la transgénèse font le pari que, sur le long terme, il y aura une forme d'acceptabilité sociale. Ce qui semble le cas, hélas, outre-Atlantique.

R&V : Des regrets d'avoir participé à l'opération d'août 2010 ?

R.G. : Je le reterais car il faut se battre pour que le monde reste sur le principe du vivant, ce qu'a démontré brillamment à la barre du tribunal de Colmar, Jean-Pierre Berlan, ancien directeur à l'INRA : il s'agit de la lutte de l'animé contre l'inanimé. L'inanimé étant la semence brevetée – qui a subi une transgénèse –

laquelle ne pourra plus se perpétuer. Une arme alimentaire redoutable dont disposeraient quelques grandes multinationales

R&V : Donc, vraiment, aucun regret ?

R.G. : Non seulement aucun regret mais davantage de motivation pour préserver l'avenir des générations futures. ■

Propos recueillis par Francis LORIDAN

Les peines

Six Faucheurs et Faucheuses ont été condamnés à 60 jours d'amende à 20 euros par jour. Les 54 autres à deux mois avec sursis et l'ensemble des prévenus devront verser solidairement 57001 euros à l'INRA pour le préjudice scientifique, 4000 pour les frais de justice et 3000 pour les dégâts matériels, enfin 1 euro pour préjudice moral. Les avocats de l'INRA avaient réclamé 540.000 euros de dommages et intérêts.

« Il s'agit de la lutte de l'animé contre l'inanimé ; l'inanimé étant les semences brevetées - qui a subi une transgénèse - laquelle ne pourra plus se perpétuer. »



Décroître dans la croissance ?

Lors de l'Université d'été des Alternatifs, plusieurs intervenants avaient échangé sur la question de la Décroissance. La richesse des interventions méritait qu'on les publie dans R&V. Voici donc les interventions.

Pour la Décroissance ? «Plutôt oui» semble répondre Michel Lepesant, professeur de philosophie, membre de La Mesure, projet de monnaie locale, cofondateur de la Collines bio, coopérative de production/consommation et militant du Mouvement des Objecteurs de Croissance (MOC). «Plutôt non» semble répondre, quant à elle Stéphanie Treillet, économiste, membre de la Fondation Copernic, auteure de L'économie du développement. De Bandoeng à la mondialisation, (Armand Colin). «Plutôt non» semble, pour sa part, répondre Stéphane Lavignotte, pasteur et militant écologiste, auteur de La décroissance est-elle souhaitable ? (Paris, Textuel).



Michel Lepesant,

Faut-il décroître ?

Difficile même pour un partisan de la décroissance de répondre sans hésitation à une telle question car il n'y a peut-être plus de politique réelle avec un "il faut". Si la décroissance est inévitable, nécessaire, inéluctable, alors l'action politique en se réduisant à l'accompagnement d'un effondrement prophétisé voire même à son accélération risque bien de perdre tout ce qu'elle peut comprendre de **liberté**, de choix, de volonté¹.

Et pourtant, la question écologique, par la responsabilité collective de l'humanité à l'égard de la Nature, peut-elle éviter de prendre en compte une Nécessité ? Le dépassement de l'empreinte écologique, le réchauffement climatique, le pic du pétrole et des autres "ressources" naturelles n'imposent-ils pas un cadre de contraintes à l'action politique contemporaine ?

Ce n'est pas là la seule difficulté pour se prétendre décroissant. Pour les adorateurs de croissance, la décroissance signifie « récession » : devons-nous les suivre sur cette voie ou au contraire assumer une certaine défense de la décroissance comme "sobriété volontaire" ? Car si la croissance est la croissance de la richesse économique, comment parvenir à dire que la décroissance est bien du côté de la pauvreté ? Pire encore, l'objection de croissance n'est-elle pas un combat d'arrière-garde perdu depuis que tous les seuils de soutenabilité ont été explosés par la croissance ?

S'agit-il de seulement s'opposer à la croissance économique et à son idéologie du développement ou faut-il plus largement ouvrir le champ de la critique à toutes les dimensions du "monde de la croissance" ; et dans ce cas, à la crise sociale, économique et écologique viennent s'ajouter une crise démocratique, une crise anthropologique, une crise culturelle voire une crise "morale".

C'est là tout l'enjeu de la distinction cruciale entre **pauvreté** et misère ; car la pauvreté mesurée économiquement ne signifie pas automatiquement une misère sociale et culturelle. La décroissance de la misère ne suppose pas automatiquement la stigmatisation de la pauvreté. Etre décroissant, c'est reconnaître que l'humain (économiquement) pauvre (mais riche de liens sociaux et de biens culturels) dispose d'une relative autonomie par rapport aux lois du marché², même s'il reste bien évidemment vulnérable aux catastrophes naturelles ; à condition que les « progrès » du développement, même "durable" – marchandisation croissante des ressources naturelles, prolétarianisation et salarisation, expropriation et dévalorisation des modes de vie hérités – ne l'ait pas dépouillé de ses protections traditionnelles contre la misère – biens communs, domaines de gratuité des usages, solidarités et partages, liens sociaux. « *Etranger aux réalités locales, non enchâssé dans des relations culturelles, le développement nourrit mal les pauvres tout en les rendant dépendants du marché*³ ». Au Nord comme au Sud, pour les nantis comme pour les appauvris, la décroissance peut bien être définie comme un "anti-développement de la misère".

Autre source de perplexité : la question de la **transition** et son inévitable antinomie. D'un côté, une sortie immédiate du capitalisme suppose le préalable d'une prise de conscience généralisée qui est précisément rendue impossible par les dispositifs dont le capitalisme a su s'entourer : industrie des loisirs, liquéfaction de toute instance critique, mise à disposition permanente des cerveaux par l'omniprésence des modèles véhiculés par la publicité, pseudo-compensation à la passivité du "spectacle de la société" par une réelle identification psychologique du spectateur à ce qu'il regarde⁴. D'un autre côté, une sortie progressive du capitalisme peut-elle réellement faire espérer que l'opprimé mettra fin aux rapports d'oppression s'il ne fait que retourner les armes de l'oppression (exploitation, domination, discrimination) ? A faire ce que l'on a toujours

fait, on n'obtiendra que ce que l'on a toujours obtenu : rien, si ce n'est tout changer pour que rien ne change.

C'est bien pourquoi les décroissants, s'ils veulent contribuer positivement à un rassemblement des radicalités anti-productivistes, anti-capitalistes et écologiques ne peuvent se contenter d'en appeler à une "bifurcation" qui n'est qu'une variante psychologisante et soft du "grand soir" : quand la prise de pouvoir est remplacée par la prise de conscience, alors est répétée l'illusion d'un point crucial, d'un embranchement, au-delà duquel le monde emprunterait irréversiblement les voies vers d'autres mondes possibles. Ce n'est pourtant que rétrospectivement que les "tournants de l'Histoire" se montrent aux historiens : aujourd'hui, on constate sans contestation que le seuil de la soutenabilité écologique a été dépassé autour des années 1970.

Voilà qui permet juste de clarifier la perpétuelle confusion entre "décroissance" et "objection de croissance". La décroissance est seulement la transition d'une société de croissance à une "société d'acroissance", celle dans laquelle l'objection de croissance sera devenue un des piliers du paradigme dominant, par lequel l'humanité retrouverait la capacité porteuse de son écosystème naturel, transition vers une société socialement juste, écologiquement responsable, humainement décente, politiquement démocratique. A condition que cette "transition" soit "volontaire", elle est la "décroissance"⁵. Mais, même volontaire et/ou "désirable", la décroissance ne se fera pas sans réticence psychologique et difficultés matérielles : aujourd'hui, la croissance se mesure à l'aide d'un indice, celui du PIB/habitant. Il est certes tout à fait souhaitable que d'autres indices (IDH, BNB, BIB...) soient mis en place pour que la richesse réelle ne soit plus confondue avec la seule accumulation capitaliste. Mais il est bien évident que ce ne sont pas ces nouveaux indicateurs qui devront mesurer une quelconque décroissance⁶! La décroissance économique, se mesurera bien à l'aide de l'indice qui aujourd'hui est celui de la croissance : ou alors, ce n'est plus de décroissance dont il faut parler mais seulement d'alter-croissance, d'alter-développement et l'on en revient à notre première perplexité, celle qui devinait qu'il ne peut pas y avoir de critique cohérente de la croissance économique sans une critique politique de la "société de croissance".

A condition donc que la transition soit choisie et non subie, que la misère ne soit plus confondue avec la pauvreté,

que la décroissance économique ne soit pas esquivée, la décroissance peut/doit **assumer** des responsabilités politiques. Si la décroissance n'est que ce mot qui pointe le cœur de la transition pour sortir du capitalisme alors elle n'est pas un but ; mais seulement un début, un commencement. Y a-t-il là de quoi répondre sans détour à la difficile question : **comment s'y prendre ?** Comment ne pas en rester à la critique permanente ? Comment prendre des responsabilités politiques, portées par les convictions dérangeantes de la décroissance ?

Sans attendre ! Beaucoup de décroissants, et ils ne sont pas les seuls, explorent les pistes des **expérimentations sociales et des alternatives concrètes**, et cela dans tous les domaines fondamentaux du vivre-ensemble : alimentation, logement, santé, transport, éducation, monnaie, culture. Difficile en effet de se prétendre "décroissant" sans s'investir individuellement et collectivement dans de tels projets, dans des "espériences", bien sûr avec un regard autocritique : amap, monnaie locale, coopérative, habitat groupé, habitat nomade, éducation populaire...

Ces alternatives sont nécessaires mais elles risquent fort d'être insuffisantes et de ne pas pouvoir échapper à la juste critique que Marx adressait déjà aux "socialistes utopiques" dans *Le Manifeste* : « Pour eux, l'avenir du monde se résout dans la propagande et la mise en pratique de leurs plans de société ».

Le temps n'est-il pas venu, après celui de la "décolonisation de l'imaginaire" et du "mot-obus", de proposer des "mesures de la décroissance" : de quoi décrire des conditions réalistes pour, au fur et à mesure et dans la mesure de ce qu'il est possible de Faire, commencer par la décroissance. Quelles pourraient être de telles **mesures** de la décroissance ?

– La réduction du temps de travail : une semaine de 4 jours, 3 jours puis 2 jours... "A la louche", la quantité totale de travail aujourd'hui nous assure une empreinte écologique de plus de 3 planètes alors qu'il faudrait redescendre vers 1 seule planète. Même en tenant compte de la "prospectivité de l'emploi par secteurs" inventoriée par Jean Gardrey⁷, la **réduction du temps de travail** hebdomadaire par 2 ne semble pas irréaliste⁸... Pour réussir la compatibilité de cette réduction du temps de travail avec une "pleine-utilité sociale" (et non pas le "plein-emploi") devrait être favoriser la "déproductivité", celle qui mesurerait le ralentissement des vitesses de production.

– Un **revenu maximum autorisé** : la première des décroissances est la **réduction des inégalités**. C'est la condition première, nécessaire mais insuffisante, pour rendre possibles, soutenables et surtout désirables d'autres mondes. Si l'on ne veut pas réserver la simplicité volontaire à quelques-uns, il faut que, politiquement, la décroissance sache reposer la "question sociale" et la relier sans hésiter à la "question écologique" : si productivisme et consumérisme sont les "2 farces du capitalisme" alors la décroissance ne peut espérer faire passer le moindre appel à la sobriété, au "bien-vivre", tant que les inégalités sociales fourniront directement le contexte social et économique de situations dans lesquelles sont préférés et favorisés l'envie, la rivalité, l'individualisme, l'affrontement, le chacun-pour-soi, le laisser-faire, le mépris plutôt que la bienveillance, la coopération, la solidarité, la discussion, le partage, la démocratie générale, la décence...

– Une retraite unique inconditionnelle à partir de 60 ans, 55 ans... d'un montant permettant une vie décente : aller jusqu'au bout de la logique de ce que pourrait/devrait être une retraite par répartition : **la retraite unique** pour ne pas reproduire les inégalités des classes sociales et du salariat. Car, même en acceptant que des travaux différents puissent expliquer des écarts de salaires, on ne voit pas du tout comment pourrait être justifiée la prolongation de ces écarts, quand on passe du travail au non-travail. Une telle proposition constitue le premier pas pour une revendication en faveur d'un revenu inconditionnel d'existence (RIE), revendication qui s'articule facilement avec la précédente dans le cadre de ce que les Amis de Terre nomment "espace écologique", défini par un plancher et un plafond au-delà et en deçà desquels un mode de vie est "insoutenable".

– La sortie la plus rapide possible des nucléaires, civil et militaire : encore plus particulièrement en France à cause de la part du nucléaire dans la production d'électricité (près de 80%) et de l'arsenal nucléaire militaire (environ 350 têtes nucléaires), **la sortie des nucléaires**⁹ doit faire partie des premières revendications/mesures de la décroissance¹⁰. Tant par le volet militaire que par le volet civil, le nucléaire impose à nos sociétés et à la nature le « monde du nucléaire ». Il n'est pas question de nier qu'une telle sortie serait – à elle toute seule – une véritable rupture et qu'en tant que telle elle aurait une portée "révolutionnaire" : mais précisément, quelle meilleure occasion pour redonner à un projet politique toute sa dimension démocratique et sociale ?

– Des **régies territoriales** de l'énergie, de l'eau, du logement, de la santé et du foncier pour protéger/établir les gratuités : il y a dans le "mot-chantier" qu'est la gratuité de quoi assurer un socle à une véritable et exigeante démocratie sociale.

1/ Le "coût de la **gratuité**" permettrait de reposer/repenser les questions des "communs" et de l'intérêt général : quelle souveraineté, quel territoire, quelle démocratie ? Quels services publics ?

2/ Seraient combattus ensemble le totem de la propriété et le tabou de la gratuité¹¹ : la "question sociale" se trouverait ainsi déplacée de la question de l'appropriation à celle de l'usage¹² ;

3/ La gratuité du bon usage et le renchérissement du mésusage borneraient l'espace écologique pour retrouver la maîtrise des usages.

Autant de chantiers de la décroissance qui ne manquent ni de responsabilité ni de conviction et qui osent enfin poser les vrais enjeux idéologiques d'une sortie du productivisme : la liberté plutôt que la dictature, la pauvreté plutôt que la misère, la transition plutôt que le grand soir. ■

Michel Lepesant,
militant-chercheur,
Mouvement des Objecteurs
de Croissance (le MOC).

1. La critique contemporaine du capitalisme doit éviter de (re-)tomber dans les contradictions liberticides entre déterminisme économique et volontarisme politique.

2. Majid Rahnama et Jean Robert, *La puissance des pauvres*, Actes Sud, 2008.

3. *Ibid.*, p. 156.

4. Dans la société du spectacle, tout spectateur devient un « voyeur ».

5. La décroissance est « un mot de transition qui bannit de son vocabulaire l'adverbe « toujours » », *La décroissance en 10 questions*, p.141, Paris, 2010.

6. A moins de souhaiter aussi la décroissance du bonheur, de l'espérance de vie...

7. Adieu à la croissance, II, chapitre 4, Paris, 2010.

8. Pour qu'une telle RTT ne reproduise pas les erreurs de la gauche, penser à relire André Gorz, par exemple : la réduction de la durée du travail, chapitre 9 de *Capitalisme, Socialisme, Ecologie*, Paris, 1991.

9. Sortie toute relative parce que même après la fin de la production d'électricité par le nucléaire, une société dénucléarisée doit encore, pour des générations, s'occuper des pollutions et des déchets.

10. Et quand on voit comment après Fukushima, le Japon a pu brutalement réduire sa consommation d'électricité, on peut s'empêcher de penser que la sortie des nucléaires devient une exigence réaliste.

11. Paul Ariès, *La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance*, p.288, Paris, 2010.

12. « Les biens communs... sont des institutions humaines. Ils sont fondés sur une propriété qui permet l'usage au lieu de l'appropriation », Geneviève Azam, *Le temps du monde fini*, p.175, Paris, 2010.

Croissance/décroissance : Dépasser un faux débat¹

La croissance verte et le développement durable version néolibérale sont brandis comme solutions à la crise économique, cependant qu'au Sud comme au Nord la pauvreté s'aggrave et que l'urgence écologique s'accélère. Face à ce tableau, les courants de la décroissance connaissent une audience qui s'appuie sur le refus de la publicité, du gaspillage coexistant avec la misère, et de l'irrationalité des modes de production et de transports. Mais ce succès, dans un contexte où les luttes sociales et la gauche radicale peinent encore à prendre en compte ces inquiétudes autrement que comme un supplément d'âme, comporte un double risque : engager dans une impasse faute d'avoir bien posé les termes du débat, et occulter des enjeux politiques essentiels ayant trait au projet de société souhaitable.

Une croissance à tout prix ?

Le débat croissance/décroissance est piégé : il oppose des termes qui ne se répondent pas directement, et ne peuvent répondre à la double urgence écologique et sociale.

Les courants de la décroissance partent de l'idée que le capitalisme a toujours et partout besoin de la croissance du Produit intérieur brut (PIB). Cela revient à confondre le mythe de la croissance comme idéologie (destiné à occulter la question de la répartition des richesses), avec la réalité de la croissance comme principe de fonctionnement du capitalisme contemporain.

Depuis la crise des années 1970, le rythme de croissance annuel moyen dans les pays industrialisés a été divisé par plus de 2 par rapport à la période antérieure. Cette période se caractérise, comme M. Husson l'a mis en évidence², par un décalage nouveau dans l'histoire du capitalisme entre les taux de profit et le taux d'accumulation du capital, décalage qui alimente la finance.

Le capitalisme néolibéral fait tout pour parvenir à un taux de profit des entreprises le plus élevé possible, ce qui passe par un taux d'exploitation maximum des salariés et une forte sélectivité des investissements, mais pas forcément par une croissance du PIB la plus élevée possible. Ce capitalisme se retient de développer les forces productives – ce qui est une curiosité historique.

Il faut donc aller au-delà des seuls termes de "croissance" ou d'"économie".

Une écologie des consommateurs ?

L'urgence écologique impose une modification radicale du mode de production. Dès lors, l'appel à un changement des modes de vie et de consommation individuels paraît dérisoire et dramatiquement insuffisant par rapport à l'enjeu – la survie de l'humanité dans des conditions décentes sur la planète.

Paul Ariès propose une stratégie de dissidence, de "pas de côté" par rapport au système, mais sans forces sociales identifiées pour la porter. Ainsi, il propose de remplacer les grèves de salariés par des grèves de consommateurs. « *Qui peut encore croire en une grève générale du travail ? (...)* *La dureté de l'hyper-capitalisme et de ses nouveaux modes de management musèle les salariés et une fraction importante du peuple est interdite de grève, chômage ou extrême pauvreté obligent. Sans parler du décalage entre les revendications et nos rêves d'émancipation. Faut-il s'étonner que beaucoup songent alors à ce qui pourrait prendre la relève et devenir une grève de la consommation ?³* »

Nombre de théoriciens de la décroissance se détournent des luttes salariales pour la défense du pouvoir d'achat, qui alimenteraient la frénésie de consommation dont le système a besoin pour perdurer. C'est ainsi que

les objecteurs de croissance se sont tenus à l'écart du mouvement de défense des retraites.

Bien sûr le système a besoin d'entretenir la fuite en avant dans la consommation, à grand renfort de marketing et d'obsolescence organisée des produits. Mais aujourd'hui cela ne passe plus par une progression du pouvoir d'achat des salariés, inconcevable car remettant en cause la norme de rentabilité maximale du capital. Le maintien de la consommation des salariés américains n'a pu passer que par leur surendettement !

On entend souvent en arrière-plan une petite musique culpabilisatrice et moralisante : les salariés des pays riches n'auraient pas d'autre ambition que de pouvoir s'acheter des écrans plats. Cela occulte la précarité voire la pauvreté dans laquelle vivent des millions de salariés des pays dits "riches". De plus, une fois dépassée la stricte survie, tous les besoins relèvent d'une construction sociale. Dans une société qui échapperait à la loi du profit, seul le débat démocratique, forcément conflictuel, pourrait déterminer les biens nécessaires et ceux qui le sont moins. Enfin, imputer aux salariés du Nord la responsabilité de la pauvreté des populations du Sud revient à occulter la captation des richesses, au Nord comme au Sud, par ceux qui vivent du travail des autres, ainsi que la mise en concurrence de tous les travailleurs sur la planète, salariés, paysans, petits producteurs, par les firmes multinationales et l'OMC.

Certes les comportements individuels n'échappent pas aux rapports de domination qui structurent la sphère publique. Le mouvement des femmes a été le premier à avancer dans les années 1970 que « le privé est politique



Stéphanie Treillet

» : Mais ces questionnements doivent s'inscrire dans une lutte collective, et ne pas se cantonner à l'appel au changement de comportement individuel.

Il ne s'agit pas non plus de renvoyer la prise en compte de ces problèmes aux calendes de la révolution, selon la trop tenace tradition du mouvement ouvrier consistant à considérer comme secondaire ce qui ne relève pas directement du rapport de classe. Mais il ne s'agit pas pour autant de faire l'inverse ! Et de chercher à substituer à tous les autres un paradigme écologique absolutisé et déconnecté de l'interaction des différents rapports sociaux.

Quelles transitions écologiques ?

C'est une restructuration radicale de l'ensemble de l'appareil productif, des systèmes de distribution, de transports, d'habitat et d'urbanisme qu'il faut envisager⁴. Comment alors éviter une période de transition, plus ou moins longue, où une certaine croissance du PIB (investissements dans la recherche publique, dans les énergies renouvelables, dans des infrastructures) sera inévitable pour assurer les conditions de cette réorganisation radicale ? Cela ne se fera pas sans affrontement politique majeur car ces choix sont aujourd'hui du seul ressort des décisions du capital.

Quels secteurs devraient donc décroître, au détriment ou à l'avantage de quelle partie de la population, si on refuse d'en laisser la décision au marché selon des critères de rentabilité ?

Des clarifications nécessaires

C'est ici qu'une demande de clarification peut être adressée aux courants de la décroissance. La prise en compte d'une dimension qualitative de la croissance⁵ conduit à la question du projet de société souhaitable. C'est cela qui est d'abord en jeu dans les débats récurrents entre organisations de la gauche et du mouvement ouvrier, et courants de la décroissance. La question écologique n'en est qu'un aspect.

L'horizon peut-il toujours-être celui d'une émancipation humaine et sociale, compatible avec la préservation des équilibres écologiques ?

Une première hypothèse peut être levée, celle des positions qui, sur la base d'une vision fondamentaliste de l'écologie, développent une conception naturalisante des systèmes sociaux, une vision quasi-théologique de la nature et de la terre ("Gaïa"), et un néo-malthu-

sianisme réactionnaire. Une clarification énergique et salutaire a été opérée par les objecteurs de croissance, P. Ariès, V. Cheynet, etc. *La Charte du journal La décroissance* précise : « *Le journal n'accueillera pas, en revanche, les idéologies qui font de l'humanité elle-même la source des problèmes.* »

Mais cet acquis essentiel n'épuise pas toutes les clarifications nécessaires.

En effet, il existe, notamment au "Sud", des besoins élémentaires non satisfaits, dont le caractère prioritaire ne se négocie pas et qu'il faut trouver un moyen, le moins destructeur possible, de satisfaire : souveraineté alimentaire, éducation santé, culture, etc. Or pour S. Latouche « *Il y a dans cette proposition qui part d'un bon sentiment "vouloir construire des écoles, des centres de soin, des réseaux d'eau potable et retrouver une autonomie alimentaire" un ethnocentrisme ordinaire qui est précisément celui du développement* »

Le courant de la décroissance est en effet l'héritier du courant de l'"après-développement" ou "post-développement", qui se réclame des travaux de F. Partant et I. Illich. Ce dernier écrit en 1969 que « *La pauvreté augmente parallèlement au nombre de salles de classe, de voitures et de cliniques* », et que la domination culturelle de la population passe par l'« *emprisonnement dans les hôpitaux et les salles de classe* », dénonçant non le contenu d'une éducation scolaire marquée par la domination coloniale, mais toute scolarisation obligatoire, vue « *comme un asservissement et un endoctrinement* », pour lui opposer "l'éducation véritable".

Un grand nombre d'auteurs se revendiquant aujourd'hui de l'"après-développement"⁶, affirment que le développement n'a jamais été et ne peut être, pour les sociétés d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, depuis leur indépendance, qu'un nouvel avatar de leur domination par les puissances coloniales et d'une occidentalisation du monde sur tous les plans (économique, social, culturel...). Dans cette optique, il n'y a pas de distinction entre développement et croissance, pas d'autre croissance possible que la croissance du capitalisme et des relations marchandes, et pas de possibilité de développement alternatif, quelles que soient les considérations qualitatives ou sociales qui le sous-tendent.

Cette approche renvoie à un fatalisme que F. Partant exprime ainsi en 1982 « *Il n'existe aucune possibilité de la* (l'organisation politique et sociale du monde)

Ce qui doit décroître : tout un monde.

transformer, aucune force sociale capable de le faire, aucun schéma politique permettant d'y songer⁹.

Le relativisme culturel, au sens politique du terme, sous-tend ces raisonnements : les valeurs de chaque culture sont incommensurables les unes aux autres ; chaque société est définie avant tout par sa culture considérée comme une et homogène, sans aucune voix discordantes, celles de groupes sociaux dominés (notamment des femmes). Le progrès social n'est jamais vu comme le résultat de luttes (par exemple l'abolition de l'esclavage, la lutte des *dalits* en Inde aujourd'hui), mais comme l'imposition une culture parmi d'autres (celles des "Lumières" en Europe) historiquement déterminée et contingente. L'universalité des droits comme construction historique est niée.

C'est ainsi que la pauvreté devient un produit de l'imagination occidentale. S. Latouche, en réponse à une critique lui opposant la réalité bien matérielle du sous-développement, argumente en ce sens : « *Les maux du monde, écrit Comeliau, sont dramatiques et nul n'est autorisé à les ignorer.* ». *Mais ces maux, quels sont-ils ? Sont-ils les mêmes pour nous et pour le paysan africain, l'imam yéménite, le coolie chinois ou le guerrier papou ? Là où nous décodons "pauvreté matérielle" à partir de notre grille de lecture économique, le second verra la marque indubitable de la sorcellerie, le troisième le triste spectacle de l'impureté rituelle, le quatrième un dérèglement du ciel et le cinquième un problème avec les ancêtres décadés.*¹⁰ »

La décroissance ne peut pas faire l'impasse sur ces prises de position, même si elles ne sont pas représentatives de l'ensemble de ses courants

Ce qui se joue en effet, au-delà de la critique largement partagée du productivisme et de la société de consommation, touche à la façon dont se construisent les droits individuels et collectifs, dont se consolident les progrès sociaux. Ne vaut-il pas mieux déplacer le débat pour poser les axes d'un autre développement, social et écologique, en rupture radicale avec la loi du profit et de la marchandisation tous azimuts ? ■

Stéphanie TREILLET

1. Une version longue de ce texte est parue dans la revue Les Temps Nouveaux, n° 3, juin 2011.

2. M. Husson, *Un pur capitalisme*, éditions Page deux, 2010.

3. Paul Ariès, « Pour une grève générale de la consommation », *Mouvements*, 2007.

4. Sur ce sujet, voir les développements de D. Tanuro, « L'impossible capitalisme vert » éditions La découverte, 2010.

5. Cf. notamment J-M. Harribey, « Les impasses de la croissance et de la décroissance infinies », *Mouvements, Sociétés, Politiques, Cultures*, n° 32 mars 2004.

6. *Monde diplomatique* novembre 2004, dans un article dont le titre est explicite : « Et la décroissance sauvera le Sud ». La proposition à la quelle il fait référence est formulée par Jean-Marie Harribey dans *l'Humanité* « développement durable : le grand écart ». On la retrouve aussi dans l'ouvrage d'Attac qu'il a coordonné *Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société économe et solidaire*, eds Millet et une nuits, 2004.

7. <http://www.apres-developpement.org/accueil/index.php>, Penser l'après-développement, François de Ravignan, La Ligne d'horizon, colloque Most-Unesco 2002.

8. Marie-Dominique Perrot, Majid Rahmena, Alain Gras, François de Ravignan, Wolfgang Sachs, et surtout Gilbert Rist et Serge Latouche sont les plus visibles dans le débat public.

9. F. Partant, *La Fin du développement, naissance d'une alternative ?* Paris, Poche, 1982 (réédition 1997).

10. « Il faut jeter le bébé plutôt que l'eau du bain », *Cahiers de l'IUED* n° 5, 2003.

L'une des façons de s'approprier le concept de décroissance a été celui de décroissance sélective : dire quels secteurs ou productions doivent décroître ou croître. On entend ainsi souvent que devraient décroître l'armement, la publicité, l'automobile et croître la santé, l'éducation, l'agriculture biologique, les transports en commun, etc. Prise ainsi la décroissance, rejoint le concept de « croissance zéro » apparu après la publication en 1972 du rapport « *Les limites de la croissance* » par le club de Rome : si on ne veut pas que le rythme de la croissance épuise les principales réserves de matières premières pour 2050, il faut une décroissance des activités non-écologiques et une croissance des activités écologiques qui s'équilibreraient au niveau d'une croissance zéro. Cette approche a plusieurs avantages. Elle peut sembler pédagogiquement utile pour limiter la résonance négative du terme décroissance. Elle déplace le débat d'un pur et simple refus de la croissance – difficile à tenir comme toute les remises en causes des idoles contemporaines, comme la technique, le progrès, etc. – à un débat sur le contenu de la croissance. Elle rend plus explicite ce que serait concrètement une politique de décroissance. Elle ouvre la porte au remplacement de l'objectif de croissance par celui de développement.

Illusoire «sélectif» ?

Pourtant, poser ainsi la question en terme de décroissance de secteurs ou de productions peut aussi être une dangereuse illusion. Prenons deux exemples.

En Ile-de-France, nos mobilisations contre l'automobile demandent explicitement une décroissance de ce mode de transport au profit de la croissance des modes de circulation douce (vélo, marche à pieds) et des transports en commun. Pourtant, que se passe-t-il dans cette région ? Si la fréquentation des transports en commun augmente, c'est moins parce que les gens abandonnent leur voiture que parce qu'ils habitent de plus en plus loin de leur lieu de travail, soit de manière contrainte en raison de l'augmentation des prix de l'immobilier, soit par le choix de rechercher l'entre-soi bourgeois dans les banlieues chics. La question est moins au fond la décroissance de l'automobile que la croissance des «mobilités de contrainte» ou «de privilège». La réponse n'est donc pas seulement celle de la croissance des modes de transport alternatif à l'automobile, que la réduction des distances habitat-travail et donc de la spéculation immobilière, qui favorise également la concentration des emplois dans certaines zones et des logements dans d'autres. Et, au bout du compte, la question du régime de propriété du foncier et de l'immobilier : socialisé ou privé ? Libéralisé ou fortement régulé ? Par défaut d'une réelle prise en compte de la dimension immobilière du problème, la mobilité continue à exploser, les temps de transports des franciliens sont de plus en plus longs, les circulations douces sont de plus en plus incapables de répondre à des distances de transports croissantes, la croissance des transports en commun court derrière celle de la mobilité, ajoutant une dépense

d'énergie nucléaire à la pollution fossile de l'automobile au lieu de s'y substituer.

Deuxième exemple. On peut souhaiter une croissance de l'isolation des logements et de manière générale de leur efficacité énergétique. Et c'est le cas depuis quelques décennies. Alors pourquoi, particulièrement depuis les années 90, cela ne s'est-il pas accompagné d'une baisse de l'émission de CO2 dans ce secteur ? Parce que tout ce qui a été gagné en efficacité énergétique a été « mangé » par l'augmentation moyenne de la surface des logements et donc de leur consommation totale... Sans pour autant que les problèmes de logements des classes populaires et moyennes soient résolus. C'est le phénomène de « l'effet rebond » remis à l'honneur par les objecteurs de croissance : la réduction de la consommation et de la pollution par unité est rattrapée par la croissance totale des unités. Et cela ne change rien aux problèmes d'inégalités.

Même pour les secteurs « de services » répondant à des besoins sociaux, leur croissance est-elle en soi toujours souhaitable ? La croissance du secteur de

la santé tel qu'il est aujourd'hui serait-il forcément une bonne nouvelle pour les patients et la planète ? Celle de l'éducation, que nous connaissons depuis les années 60, dans une logique de massification sans remise en cause des inégalités sociales a-t-elle un bilan humain si fameux ? Les textes d'Ivan Illich dans les années 70 – Une société sans école, Némésis médicale – ne nous ont-ils pas mis en garde contre cette illusion ?

Cela interroge fortement la vision séduisante selon laquelle il y aurait des secteurs « vertueux » dont on pourrait souhaiter la croissance et des secteurs « délinquants » à faire décroître. Tout secteur vertueux est menacé de devenir délinquant si la question n'est pas posée au bon niveau : s'interroger sur la décroissance des mobilités et pas seulement des automobiles, de la consommation globale du secteur de l'habitat (en lien avec les besoins sociaux) et pas seulement celle de l'efficacité énergétique, de l'épanouissement de chaque élève et pas seulement du pourcentage d'une classe d'âge au bac... Et surtout se poser la question des mécanismes de fond qui entraînent immanquablement le vertueux du côté du délinquant.

Décroissance du capitalisme productiviste.

Il y a sans doute dans le fond de l'humanité occidentalisée (et au-delà) une tendance à vouloir aller vers le toujours plus grand et le toujours plus puissant. C'est la fameuse hybris mise en avant par les philosophes grecs et que l'on retrouve dans le mythe de Babel dans l'Ancien Testament. Mais il y a aussi dans le capitalisme et dans les socialismes productivistes des tendances fortes à flatter cela et à le mettre en musique concrètement. Citons-en quelques-unes.

La plus évidente est la logique de profit et celle du prêt avec intérêt qui obligent à produire plus de richesses qu'on en a fait entrer dans le processus de production soit pour rembourser le prêt avec intérêt soit/et pour rétribuer les actionnaires du capital. La spéculation en est une des formes. Principalement alimenté par ces mécanismes – mais aussi par l'idéologie entrepreneuriale du « croître ou périr » -, la reproduction élargie du capital (grand découverte de Marx) voit les capitaux aller s'investir dans des cercles de plus en plus larges. Cela prend aujourd'hui la forme de la mondialisation libérale de l'économie. En arrière plan, tout cela implique une domination du mode de propriété privée et une logique de croissance du capital

et des forces productives, que les courants de gauche y compris n'ont pas toujours considérées comme négatives, du moment qu'elles seraient contrôlées par les prolétaires !

L'écologie a aussi mis en avant d'autres mécanismes que la pensée de gauche classique avait ignorés ou au moins sous-estimés. Le premier est la technique comme système : contre l'illusion d'une technique neutre, simple outil à la disposition des humains, des penseurs comme Ellul (puis Illich et Gorz) ont mis en avant qu'elle avait ses mécanismes propres. L'un de ses effets – et non des moindres – est un développement ayant une forte tendance à être autonome et à s'auto-accroître en permanence. Les techniques s'enchaînent les uns les autres sans que les mécanismes de la politique ou de la société ne soient réellement amenés à aucun moment à se prononcer sur la pertinence de leur croissance, ayant un fort effet d'entraînement (plus significatif que la logique de profit ?) sur la croissance générale de l'économie (périodes de croissance liées à des vagues d'innovations technologiques).

Le second mécanisme est le soubassement énergétique de la croissance, comme l'a démontré l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen et depuis l'anthropologue Alain Gras. L'explosion des consommations énergétiques, des pollutions et de la croissance est liée au choix massif au XVIIIe siècle d'exploiter l'énergie carbone stockée dans le sol sous forme de pétrole, gaz, charbon, etc. D'un côté la possibilité de « destocker » rapidement cette ressource induit une très grande capacité de produire, une formidable efficacité mais de l'autre une accélération des productions et des modes de vie, une interdépendance généralisée des territoires, la crise climatique et la question de la limite des stocks de cette énergie (qui se pose aujourd'hui de manière sérieuse). Nicholas Georgescu-Roegen montrait qu'une toute autre logique serait de se baser sur la seule énergie qui aurait la même durée de vie que l'humanité (en dehors des scénarios de fuite inter-galactique !) : le soleil. Cette énergie peut s'exploiter directement ou par ses concentrations dans la végétation, dans les espèces animales qui mangent cette végétation, etc. Produire de l'électricité ou de l'eau chaude par le soleil ou par le fuel, exploiter la terre avec ou sans tracteur, avec des animaux et plus de paysans, cela dessine (même si on y ajoute les autres énergies renouvelables) des niveaux de pollutions bien différents mais aussi des niveaux de consommation d'énergie – et donc des modes de vie – très différents, ainsi que le passage d'une logique d'en-



Stéphane Laviñotte

- Communiqué de Presse du 26 Octobre 2011 -

La Réunion brûle!

Les Réunionnais ont tous en mémoire les récentes rodomontades médiatiques des responsables des services d'incendie et de secours de la Réunion à l'occasion du triste anniversaire des feux de la forêt du **Maïdo** en octobre 2010.

« Plus jamais ça », « La Réunion est capable de faire face si un tel évènement se produit à nouveau », « nous sommes prêts », « pas de problème »,... Que de discours lénifiants, que de promesses !

Une triste réalité s'impose aujourd'hui : la forêt du Maïdo, l'un des trésors parmi ceux que possède l'île de la Réunion classée patrimoine historique de l'Unesco, s'enflamme et part en fumée sous nos yeux.

L'heure est à l'action et à la mobilisation générale, Mme la députée Bello l'a parfaitement compris en alertant au plus haut niveau de l'État les responsables politiques en mesure de déclencher un plan d'urgence d'envergure nationale. Il y a urgence, La Réunion brûle !

Demain viendra le temps de la réflexion sur ce gâchis gigantesque : remise en cause des missions, et démissions... Un bilan de l'incurie, de l'incompétence et du manque de clairvoyance, y compris au niveau politique. Dans une stratégie globale au niveau indo-océanique il est plus que temps que La Réunion se dote des moyens humains et matériels nécessaires pour faire face à des crises écologiques majeures de ce type dans le cadre d'une véritable planification écologique, en partenariat et en moyens partagés, pourquoi pas, avec le département de Mayotte.

Après demain viendra le temps de la recherche des responsabilités : plusieurs départs de feu simultanés le jour d'annonce par la météorologie de fort vent tourbillonnant, cela pose question.

La Réunion est-elle condamnée, comme l'île de beauté ou le sud de la France à subir annuellement ces événements ? Chacun connaît ici les pressions économiques propres au manque de disponibilité de foncier dans l'île, et il est urgent de convenir d'un moyen légal de bloquer pour au moins 50 ans les possibilités de viabilisation et d'aménagement des terres sur ces zones sinistrées. Nos responsables politiques locaux s'honoreraient d'y réfléchir, au bénéfice des générations futures de Réunionnaises et de Réunionnais. ■

Pour les Alternatifs
Le Secrétaire Général
d'ESPOIR
Membre du FDG974
Denis SIMONIN

tropie (de dissipation progressive des stocks d'énergie) à une logique d'équilibre écologique, de « bio-économie ».

Croissance d'autres valeurs et d'une autre politique

Ainsi, il s'agit moins de faire décroître certains secteurs (même si on ne peut que souhaiter la disparition de l'armée, de la publicité ou de la téléphonie mobile !) et d'en faire croître d'autres (même s'il faut bien sûr développer les agricultures biologiques, les circulations douces, etc.) que de faire décroître certains mécanismes de nos civilisations (les logiques d'intérêt, de profit, de spéculation, d'élargissement du cycle du capital, de croissance du capital et des forces productives, de la techniques, le soubassement carboné...) au profit d'autres mécanismes (monnaies fondantes comme dans les Systèmes d'Echanges Locaux, mode de propriété sociale pour le foncier ou l'immobilier, logique de troc généralisé, choix de techniques favorisant l'autonomie, le réparable, le durable, etc.). Ce n'est qu'à cette condition que la croissance des secteurs vertueux restera durablement vertueuse, que les secteurs délinquants seront structurellement remis en cause et que l'on pourra espérer entrer dans un autre monde.

En arrière plan de ce changement du mode de production, se pose celui de la révolution de ce que j'appellerais le mode de conviction, la question des valeurs à faire croître ou à faire décroître : justice et égalité contre les inégalités et les privilèges, lenteur face à la vitesse, l'être sur l'avoir, la coopération et l'interdépendance face à la concurrence et à la fausse autonomie libérale, la confiance en soi face à la logique des « grands hommes », la gratitude (être « grat ») et le sentiment du suffisant face à l'accumulation ingrate et frénétique d'objets, etc.

Une telle démarche implique une reprise en main collective et individuelle de nos vies. La remise en cause des mécanismes

dominants nécessite une action nationale voir européenne pour développer des régulations différentes remettant nécessairement en causes les bases du capitalisme comme la propriété privée. Un outil comme le plan reprend de la pertinence pour réintroduire dans la politique les contraintes de la longue durée, celles des changements nécessaires comme des contraintes énergétiques et climatiques. Une nouvelle démocratie directe est à inventer pour que ce plan soit démocratiquement décidé et soit mis en œuvre par les expérimentations de la société. Ces expérimentations – conjuguées avec la bataille culturelle qui passe par les arts, la spiritualité, le débat démocratique, etc. – sont l'un des principaux outils de l'évolution des valeurs de la majorité, car ce sont les formes concrètes de l'influence de l'action des minorités actives tout au long de l'histoire comme l'a montré Serge Moscovici, psychosociologue et figure de l'écologie en France. Plus qu'un seul effet de vases communicants entre secteurs « vertueux » et secteur « délinquants », la décroissance propose ainsi une conversion des structures (par l'outil politique), des modes de vie et des valeurs (par les expérimentations et la bataille culturelle). Décroissance du monde actuel, croissance d'une diversité d'autres mondes. ■

Stéphane LAVIGNOTTE

P. 13 n°333

ROUGE & VERT

02/11/2011

*Madame, monsieur,
pour célébrer les
nationalisations laïques*,
faites vous offrir et offrez*

La Carte d'adhérent 2011** des Alternatifs



* Le 2 Novembre 1789, la République Française confisque les biens de l'Église.

** Et bientôt disponible dans sa version 2012.

La Palestine à l'ONU, une avancée ?

Le 23 septembre, Mahmoud Abbas, président de l'Autorité palestinienne, a déposé auprès de Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU, la demande d'admission de la Palestine à l'organisation internationale. Cette demande devra être avalisée par le Conseil de sécurité l'ONU à la majorité qualifiée (9 membres sur 15) et sans veto de l'un des 5 membres permanents, ce qui est loin d'être acquis, Barak Obama ayant clairement annoncé l'opposition des États-Unis. Néanmoins, le Conseil de sécurité prendra le temps d'examiner la demande palestinienne et ne donnera sa réponse que dans quelques mois. D'ici là, la situation peut évoluer... ou pas. On peut donc se demander pourquoi, malgré le risque de blocage éternel, clairement annoncé, l'Autorité palestinienne, soutenue par l'OLP a formulé, puis maintenu, sa demande. Il y a toute une série d'arguments politiques, historiques, juridiques... qui sont à examiner.

Du point de vue historique, il faut d'abord rappeler que la résolution 181 de l'ONU du 19 novembre 1947 prévoyait bien la création de deux États sur le territoire de la Palestine historique, l'un juif, l'autre arabe, mais que, du fait de la guerre de 1948-49, l'État arabe n'a pas pu être créé, contrairement à l'État juif (Israël), rapidement entré à l'ONU, sur la foi de promesses non tenues, notamment sur la question des réfugiés.

L'État de Palestine a été proclamé par l'OLP à Alger le 15 novembre 1988 et, en même temps, l'OLP a accepté le principe du partage de la Palestine selon la ligne de cessez-le-feu de 1949 ("Ligne verte").

Les accords dits d'Oslo auraient dû se conclure par la création d'un État palestinien à côté d'Israël sur l'ensemble des Territoires occupés (Gaza, Cisjordanie) avec Jérusalem-Est comme capitale, la "Ligne verte" devenant frontière entre les deux États.

Une impasse politique permanente. Les accords d'Oslo n'ont pas abouti à la création de l'État de Palestine. Les uns les ont considérés comme une avancée pour la Palestine, d'autres non. Mais après l'assassinat d'Yitzhak Rabin par un militant de l'extrême droite israélienne, plus rien ne s'est réalisé : aucun gouvernement israélien n'a cherché à mettre en place « l'accord de paix juste, total et durable » prévu par les accords

d'Oslo I ; les négociations prévues sur le "statut définitif" de la Palestine n'ont jamais commencé du fait du refus des différents gouvernements israéliens, de droite comme de pseudo-gauche, qui ont toujours tenté de faire porter la responsabilité de cette situation sur les Palestiniens, la palme de la mauvaise foi revenant sans doute à Ehud Barak, premier ministre travailliste, lors du sommet de Camp David en juillet 2000 et lors des négociations qui ont suivi.

Dès la fin des années quatre-vingt-dix, le bilan des accords d'Oslo était négatif pour les Palestiniens dont le territoire avait été découpé en 3 zones (A, B et C) de statut différent, ce qui complique les relations internes en Cisjordanie. L'essentiel de la population (90%) réside dans les zones A et B où la sécurité est assurée par l'Autorité palestinienne, ses forces de police maintenant l'ordre à la place des forces israéliennes, alors que l'essentiel du territoire (60% de la Cisjordanie) reste sous contrôle exclusif d'Israël. L'échec du processus d'Oslo est la cause essentielle de la seconde Intifada qui débute en septembre 2000 suite à la provocation d'Ariel Sharon sur l'esplanade des mosquées à Jérusalem. La rapide militarisation du soulèvement, sous la pression de certains groupes du Fatah et de l'OLP et plus encore en raison de la volonté des groupes islamistes (Djihad islamique et Hamas), va favoriser la répression israélienne et l'assimilation, après le 11 septembre 2001, de la légitime résistance palestinienne au terrorisme d'Al-Qaïda. Ainsi, la résistance armée du Hamas et de quelques autres groupes, pas plus que celle de l'OLP dans les années soixante-dix, n'a permis l'émergence d'une solution. Quand à la résistance populaire non violente, elle est encore trop récente pour dire si elle permettra un déblocage de la situation.

Depuis 2000, et la présence d'une droite de plus en plus dure à la tête du gouvernement israélien, aucune initiative diplomatique (« feuille de route » du quartet -ONU, UE, Russie, EU, Annapolis, initiative arabe...) n'a permis une relance des négociations. L'arrivée au pouvoir aux États-Unis de Barak Obama sur lequel certains fondaient de grands espoirs, surtout après le discours du Caire (à tort, selon moi), n'a pas fait bouger les lignes et, depuis ce discours, Barak Obama est allé de reculs en reculs. Devant ce blocage total et permanent, l'Autorité palestinienne et l'OLP ont tenté un coup de poker en demandant l'admission de

la Palestine à l'ONU pour sortir de l'impasse, pour sortir de la nasse de laquelle le peuple palestinien est de plus en plus prisonnier (mur d'apartheid, développement de la colonisation -plus de 500 000 colons aujourd'hui en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, bases militaires, zones interdites, routes de contournement...).

Outre les faits invoqués ci-dessus qui expliquent la volonté palestinienne d'admission à l'ONU, il faut aussi noter que la période actuelle semble favorable à cette demande, la cause palestinienne ayant fait de larges progrès dans l'opinion mondiale : si 94 pays ont reconnu l'État de Palestine peu après sa proclamation à Alger en 1988 (Afrique, Asie et ex-bloc soviétique essentiellement), ce sont aujourd'hui près de 130 pays -les deux tiers des pays membres de l'ONU- qui ont reconnu l'État de Palestine et notamment la plupart des pays d'Amérique du sud (sauf la Colombie) l'ont fait depuis moins d'un an, marquant ainsi une autonomie diplomatique par rapport aux États-Unis.

Un accueil contrasté. La demande palestinienne est largement soutenue dans le monde et par les mouvements pro-palestiniens. Cependant, ce soutien n'est pas unanime. Les gouvernements des États-Unis, d'Israël, d'Allemagne, d'Italie et de plusieurs pays d'Europe centrale (dont certains avaient pourtant reconnu l'État de Palestine, mais c'était avant la chute du mur de... Berlin) y sont opposés, ce qui ne veut pas dire que l'opinion publique les suive... Les autres pays de l'Union européenne et en particulier la France sont sur une position attentiste fort regrettable : une prise de position claire des pays européens, et notamment de la France, rendrait plus difficile l'utilisation du veto par les États-Unis. Même en Israël une partie importante de la population se reconnaît dans les positions prises par Avraham Burg (ancien président travailliste du parlement) et d'autres intellectuels (comme Elie Barnavi et 17 lauréats du prix Israël -plus haute distinction israélienne dans le domaine des arts, des sciences et des lettres) qui ont demandé que l'État hébreu reconnaisse l'État de Palestine ; selon eux « *la fin complète de l'occupation est une condition essentielle pour la libération des deux peuples israélien et palestinien* ».

À l'inverse, en Palestine, si la majorité de la population (83% selon un sondage) soutient l'initiative de Mahmoud Abbas,

Adresse au congrès des unitaires du NPA

Les Alternatifs ont engagé des échanges nombreux avec le courant unitaire du NPA qui a défini son profil et son projet les 5 et 6 novembre. Ci-dessous, l'adresse de notre mouvement aux militantEs de ce courant, avec lequel nous souhaitons développer les plus larges convergences. ■

Rouge & Vert

ainsi que la plupart des partis politiques, notamment la totalité de l'OLP (Fatah, FPLP, FDLP, PPP) de même qu'une partie de la direction du Hamas, une minorité des Palestiniens ne croit pas à cette démarche. C'est aussi le cas de certaines organisations palestiniennes tel le Conseil national palestinien du BDS (boycott, désinvestissement, sanctions) ou de certains militants pro-palestiniens, un des cas les plus emblématiques étant celui de Michel Warschawski. Les principales critiques portent à la fois sur la forme et le fond : la décision de l'Autorité palestinienne n'aurait pas été prise d'une manière transparente, elle serait préjudiciable à certaines catégories de la population palestinienne, notamment les réfugiés et les citoyens palestiniens d'Israël, car la reconnaissance de l'État de Palestine pourrait entraîner la mise à l'écart de l'OLP ; enfin, si cette reconnaissance avait lieu, elle n'obligerait en rien Israël à négocier et à permettre la création d'un État palestinien, seul le développement des luttes, BDS et résistance pacifique non-violente, pouvant obliger l'État hébreu à négocier. Chacun jugera de la pertinence des arguments des uns et des autres.

Pour conclure. A ce jour, il est bien trop tôt pour savoir si l'initiative palestinienne sera couronnée de succès :

-Les États-Unis utiliseront-ils effectivement leur droit de veto ? L'Union européenne et la France en particulier ont un rôle important à jouer : si elles soutiennent clairement l'initiative palestinienne, l'utilisation du veto par les États-Unis contribuera à les isoler, non seulement par rapport au monde arabo-musulman et aux pays du Sud en général, mais aussi par rapport à leurs alliés occidentaux. Néanmoins, il est probable que les États-Unis s'opposent à l'admission de l'État de

Palestine à l'ONU. Sera-ce un échec pour l'Autorité palestinienne ? Ce n'est pas certain et la Palestine pourra, si elle le souhaite, demander un statut d'observateur, similaire à celui de la Suisse avant son admission à l'ONU en 2002 ; ce statut lui ouvrirait alors les portes des organismes liés à l'ONU.

Si l'État de Palestine est admis comme 194^e membre de l'ONU, quelles en seront les conséquences ? Il faut distinguer plusieurs niveaux. Tout d'abord, l'admission à l'ONU entraîne ipso facto l'adhésion à différents organismes qui lui sont liés (UNESCO, BIT, FAO, Cour internationale de justice, Cour pénale internationale...) pour certains desquels la Palestine a déjà commencé les démarches, avec un excellent accueil à l'Unesco, par exemple. L'État de Palestine bénéficiera d'une plus grande visibilité diplomatique et politique, ainsi que de nouvelles tribunes, voire de nouveaux moyens d'action : par exemple, à la Cour internationale de justice, la Palestine pourrait envisager de poursuivre, dans certains cas, des militaires ou des colons israéliens pour crimes de guerre. Mais serait-ce suffisant pour relancer des négociations de paix qui aboutissent à la création d'un État palestinien dans les territoires occupés en 1967 ? On peut en douter, s'il n'y a pas création d'un véritable rapport de force basé à la fois sur les révolutions arabes, les luttes anti-sionistes (notamment la campagne BDS) et les soutiens internationaux. Sinon le statu-quo, qui convient très bien au gouvernement israélien actuel, peut perdurer encore longtemps. ■

Jacques FONTAINE,
23-10-2011

NB : Le 31 octobre, la candidature de la Palestine à l'UNESCO a été acceptée ; elle en devient le 195^e Etat membre.

Cher-e-s ami-e-s, cher-e-s camarades unitaires du NPA,

La tenue de votre assemblée générale constitutive se tient dans un contexte bien particulier.

Ce contexte est d'abord marqué à l'échelle mondiale par ce qui apparaît de plus en plus comme une crise économique et financière sans fin et sans fond, à travers une crise de la dette qui prolonge celle des subprimes, expressions d'une crise profonde de l'économie capitaliste.

Pour nous, il ne s'agit pas seulement de cela, mais bien d'une crise plus globale : ne s'agit-il pas d'une crise de civilisation ?

En effet, à la crise économique et financière et ses conséquences sociales s'ajoutent une crise démocratique, une crise écologique et, pour les pays du Nord comme le nôtre, une crise géostratégique.

Une crise démocratique : le système politique et la démocratie représentative et institutionnelle

font l'objet d'une prise de distance grandissante, voire d'un rejet, dans des couches de plus en plus larges de la population, en particulier dans les milieux populaires et dans la jeunesse qui ne se reconnaissent pas dans ce système et pour qui les partis politiques représentent un monde d'autant plus éloigné qu'ils sont synonymes de politique professionnelle, de carriérisme et d'orientations quasi interchangeables.

Une crise écologique : la prise de conscience de la crise écologique n'est plus le fait d'une petite minorité. Elle est aujourd'hui largement partagée dans toutes les couches de la population et de plus en plus corrélée, dans les consciences, à la course folle au profit et au capitalisme lui-même.

Une crise géostratégique dans les pays riches : la fin d'un "monde unique" et d'une domination de plus de cinq siècles de la planète par l'Occident est ce qui commence à se dessiner depuis le début du siècle.

La montée en puissance des pays dits émergents et le retentissement des révolutions arabes sont les premières expressions de cette crise. Le fait que jamais les mobilisations n'ont été tournées vers le ressentiment anticolonial tout en prolongeant les révolutions anticoloniales est le signe qu'une page se tourne : l'Occident, symbole du passé, n'est plus la référence admirée ou haïe d'hier.

Ce contexte est aussi marqué par la force des révolutions arabes et le développement des mobilisations des Indigènes aux quatre coins du monde.

Il ne s'agit pas pour nous ni de magnifier et de parer ces révolutions et ces mobilisations de toutes les vertus, ni d'en faire un nouveau modèle nous donnant les clés de la stratégie révolutionnaire de demain d'autant que les évolutions actuelles ne sont pas linéaires et que des forces politiques de régression peuvent contrarier les processus révolutionnaires.

Pour autant, ce que nous disent ces révolutions et ces mobilisations est très important. Non seulement elles font - surtout les premières, qui ont du reste permis les secondes - bouger les lignes dans les rapports de force, mais elles redonnent confiance et espoir dans la possibilité de mouvements de masse victorieux. Enfin elles confirment l'existence d'aspirations de plus en plus fortes à ne pas accepter l'ordre établi, à prendre ses affaires à main et à ne pas déléguer le changement à des hiérarchies, des organisations pyramidales ou des partis-guides.

La soif de démocratie qui s'y exprime de manière si impétueuse n'est pas pour nous un élément secondaire et ne peut être réduit à un simple moyen d'action immédiat. C'est une donnée essentielle et c'est à la fois le but et le chemin de la transformation de la société qu'on ne peut plus imaginer suivre les mêmes chemins que ceux empruntés par les révolutions du XX^e siècle

Nous retenons aussi que dans ces révolutions et ces mobilisations, les exigences sociales et démocratiques sont indissociables et mêmes s'entremêlent, renouant dans le cas des révolutions arabes, certes sous des formes inédites et dans un contexte très différent, avec ce qu'autrefois certain-e-s d'entre nous appelaient dans une dynamique transitoire le processus de la révolution permanente. Il est ainsi pour nous essentiel d'identifier le « neuf » dans ces révolutions et ces mobilisations.

Elles constituent des éléments de réponse immédiate aux immenses problèmes rencontrés aujourd'hui face au caractère global de la crise de la civilisation. Des éléments stratégiques s'en dégagent pour nous qui maintenons le cap de la transformation de la société et d'une alternative au capitalisme. Enfin se confirme l'émergence d'une nouvelle culture politique déjà exprimée dans les nouveaux mouvements sociaux - tels que le féminisme et l'écologie qui s'étaient déployés dans la contestation culturelle, sociale et politique des décennies 1960 et 1970, développée ensuite dans l'altermondialisme - pluralisme et croisement des mouvements de contestation, coopération horizontale, refus de hiérarchiser les luttes et les contestations et la place grandissante prise par les mobilisations écologiques.

Ces éléments constituent la toile de fond du paysage politique et sont un motif d'espoir, y compris en France, l'un des pays européens où la crise du système politique est la plus aiguë et le discrédit de la classe politique est profond.

Ce discrédit n'empêche ni l'existence d'une soif de démocratie et d'une demande de politique ni l'aspiration plus que majoritaire à se débarrasser de Sarkozy et de la droite au pouvoir.

C'est cela, et rien d'autre, qui s'est exprimé à travers le succès des primaires socialistes : nous devons l'entendre et nous prendrons nos responsabilités pour chasser la droite au second tour du scrutin présidentiel de 2012.

Nous l'avions affirmé à notre congrès de Rouen en 2010 et réaffirmé à notre conférence nationale en juin 2011, et vous-mêmes l'avez indiqué dans votre déclaration issue de votre conférence nationale en juin dernier.

Mais pour nous, l'essentiel est de préparer les rendez-vous des mobilisations sociales, citoyennes et altermondialistes, des élections législatives et de l'après séquence électorale de 2012 en reconstruisant une perspective politique.

C'est pourquoi nous vous proposons, après les rencontres de ces derniers mois, de préciser les initiatives et les pistes de travail communes, en tenant compte de la polarisation de la conjoncture par le double scrutin de 2012.

Sans en faire un préalable, nous nous situons clairement dans la perspective de la construction d'une nouvelle force politique rassemblant la gauche alternative, distincte sur le plan stratégique et

programmatisée à la fois du projet antilibéral du Front de Gauche et de l'essentiel de ses composantes et de l'extrême gauche classique incapable de repenser et d'actualiser la révolution et de porter une démarche unitaire conséquente.

Ce qui définit cette gauche alternative aujourd'hui dispersée entre plusieurs courants et petites organisations, mais riche aussi d'engagements citoyens les plus divers - notamment altermondialistes, syndicalistes, écologistes, féministes, associatifs- d'hommes et de femmes sans appartenance politique, c'est la recherche d'une alternative anticapitaliste en terme de pratique et de projet, d'une alternative prenant pleinement en compte les éléments de nouvelle culture politique émergente rapidement évoqués plus haut, ce qui implique de repenser la stratégie du changement et le projet d'émancipation.

Personne dans le champ politique ne porte réellement et à une échelle significative une telle démarche, pas plus les forces du Front de Gauche que l'extrême-gauche (NPA compris).

Pour nous, le décalage très important entre le caractère très classique et donc inadapté des programmes et stratégies des forces de la "gauche de la gauche" et cette nouvelle culture politique émergente sont la raison principale des échecs électoraux de la gauche radicale aux dernières élections dans plusieurs pays de l'UE, alors que la conjoncture devrait être moins défavorable sur le plan électoral à une gauche digne de ce nom.

Nous avons donc un véritable défi à relever : nous vous proposons de nous y atteler ensemble et avec toutes celles et tous ceux qui le voudront.

Nous pourrions donc :

- identifier les initiatives possibles et nécessaires
- décider de pistes de travail sur la durée En ce qui concerne les initiatives possibles et nécessaires :

1. Nous renouvelons la proposition de constituer une coopérative de la gauche alternative, distincte d'un classique comité de liaison : il s'agirait dès aujourd'hui d'initier ensemble de nouvelles pratiques politiques à travers une structure souple et cohérente, organisée de la base au sommet -et non l'inverse- et qui associe dès le départ d'autres acteurs, individuels et collectifs, que les courants/ mouvements politiques tels que les Alternatifs, les unitaires du NPA, les col-

lectifs alternatifs locaux, ceux de la FASE qui le souhaitent et en particulier ceux qui ne se reconnaissent pas dans le Front de Gauche, les mouvements d'objection de croissance et les écologistes radicaux... En l'état, cet espace politique a le mérite d'être cohérent, tant sur le fond que sur le plan stratégique.

C'est à nos yeux une des conditions de sa réussite politique, dans l'élaboration politique commune comme dans la bataille pour l'unité de la gauche de la gauche.

2. Nous sommes, comme vous, favorables à tous débats et initiatives large portés par des militant-e-s, forces et courants s'inscrivant, au-delà de leurs choix tactiques, dans une perspective alternative au capitalisme, comme l'initiative proposée en février 2012.

3. Nous reprenons à notre compte les conclusions de nos récents échanges -et en particulier celles qui avaient été formulées par Léonce Aguirre : une expression publique commune au travers de textes, de tribunes ou de prises de positions sur tel ou tel événement important.

4. Nous vous proposons, sans en faire l'axe majeur qui relèguerait les autres questions au second plan, que les questions de participation électorale commune à l'occasion des élections législatives de 2012 comme des scrutins qui suivront, soient prises en charge dans le cadre de cette coopérative de la gauche alternative. Nous devons, quoi qu'il en soit, réfléchir ensemble à ces échéances législatives qui peuvent être un premier moment d'expression commune.

5. Nous vous proposons de participer à l'initiative RAGA (Red And Green Alternative) de juillet 2012 à Istanbul.

Cette rencontre internationale est organisée par des mouvements, courants, revues ou réseaux travaillant à l'articulation entre les questions sociales et l'écologie politique. Cette articulation produit de nouvelles perspectives enthousiasmantes comme l'écosocialisme, l'écologie sociale, le rouge & vert; mais suscite aussi les réponses les pires : capitalisme vert et autre régulation par le marché voire des guerres pour les ressources et des tentations autoritaires. Il s'agit aussi de débattre d'antiproductivisme, d'objection de croissance, d'alterdéveloppement et du féminisme mais également de s'interroger sur la valeur travail, son articulation avec le revenu, sur les nouvelles pratiques politiques issues du dialogue entre mouvements écologistes et traditions du mouvement ouvrier et, enfin, d'aborder des questions plus concrètes - comme la politique des grands barrages, la reconversion écologique de l'industrie, la souveraineté alimentaire, les rapports entre nature

science, démocratie, et marché.

6. Nous vous proposons de faire, dans le cadre de notre Université d'Été 2012, une place importante à une plage commune sur des thèmes et selon des modalités à construire ensemble.

En ce qui concerne les pistes de travail, quatre d'entre-elles nous semblent prioritaires pour entamer une réflexion collective et fructueuse sur le fond, sans que les conclusions d'une telle réflexion ne constituent un préalable à l'activité commune et à la construction d'un projet commun.

Pour nous, ces pistes de travail complètent les initiatives proposées plus haut : - l'analyse de la crise globale, de l'articulation de ses différents éléments, et des conséquences que nous en tirons en terme de réponses globales immédiates et transitoires - la stratégie alternative que nous appelons, en ce qui nous concerne, stratégie autogestionnaire, inséparable des processus révolutionnaires, de ce que nous appelons « révolution longue » et de la notion de rupture(s) à repenser, entre autres autour de

questions comme celles de l'auto organisation, des contre pouvoirs et démarches alternatives, des articulations/conflictualités luttes -institutions - la synthèse du rouge et du vert ou l'éco socialisme, en terme de projet d'émancipation, qui implique de tourner la page du paradigme rouge sans pour autant lui substituer un paradigme vert et de prendre pleinement en compte, en termes de projet et d'objectifs de transition, des questions comme celles de « l'objection de croissance » et de « l'alterdéveloppement » ou de la reconversion sociale et écologique de l'économie - la notion de parti-mouvement comme réponse à la crise de la politique et à l'épuisement historique de la forme du « parti classique », ce qui ne signifie pas le renoncement à l'organisation politique mais conduit à repenser radicalement sa fonction, son fonctionnement et ses pratiques, et donc aussi ses bases constitutives (y compris à la lumière de la fondation récente, dans l'espace de la « gauche de gauche », de partis tels que le PG ou du NPA dont la dynamique initiale a fait long feu).

Amitiés autogestionnaires. ■

La coordination générale réunie à Nice, le 30 octobre 2011

Alternative Libertaire, les Alternatifs, le Mouvement des Objecteurs de Croissance (MOC), le Parti Pour La Décroissance (PPLD), le Scalp-Reflex (et le Chat-qui-rail !) organisent une journée d'échange et de réflexion

Contre la gentrification et le flicage ! Pour l'autogestion, l'écologie et les alternatives !

Des ateliers-débats autour des problèmes sociaux et écologiques posés par la ville.

- **Gentrification : quartiers populaires en péril ?** Benoîte Bureau (Droit au logement), Anne Clerval (géographe) et l'AITEC
 - **Contre une ville policée, cloisonnée, sécuritaire.** Jean-Pierre Garnier (sociologue), Jean-Pierre Petit (Souriez vous êtes filmés), les Déboulonneurs
 - **Des lieux de résistance** avec la Rôtisserie, le CLIP, le squat Chat-qui-rail
 - **Des alternatives concrètes** avec Ecobox, Villes en transition, les Architectes étonnés
- Projection du film « Squat, la ville est à nous » de Christophe Coello,
Et une soirée festive (avec musique, restauration et bar autogérés)



**Le samedi
26 novembre 2011
De 13h30 jusqu'au
bout de la nuit
Au Chat-qui-rail
72 rue Riquet
Paris 19**

P. 17 n°333

ROUGE & VERT

02/11/2011

BATTRE LA DROITE ET L'EXTREME-DROITE, AVANCER SUR LE PROJET ALTERNATIF, CONSTRUIRE LA GAUCHE ALTERNATIVE

Pour l'élection présidentielle de 2012, en décidant de soutenir la campagne de JL Mélenchon, les Alternatifs ont fait un choix préoccupant pour l'avenir.

Les deux séquences électorales majeures à venir qui vont structurer et polariser le champ politique en France vont se dérouler dans un contexte de crise simultanée, financière, économique, sociale, politique, en bref une crise systémique du capitalisme qu'on peut considérer comme une crise de civilisation. De la crise des subprimes en 2008 à la crise actuelle de la dette souveraine, la crise financière qui s'étend à plusieurs pays émergents, menace désormais de se combiner dans la majorité des pays développés à une récession économique. Cette crise se double d'une crise écologique majeure, dont la catastrophe nucléaire de Fukushima est l'illustration récente la plus marquante, qui affecte les biens communs (eau, vivant, connaissance) et menace la capacité de la nature à se reproduire tandis que se produit un bouleversement de la donne géostratégique mondiale marquée par la montée de pays émergents notamment asiatiques et l'effacement relatif de la

Face à cette crise globale, les projets qui s'esquissent à gauche et les programmes électoraux qui en découlent ne sont pas à la hauteur de l'enjeu.

domination économique de l'Occident. Ce dernier élément, nullement négatif en soi, est même une brèche ouverte dans la domination impériale sur le monde et s'ajoute, au Nord, aux autres éléments de la crise globale et systémique.

Face à cette crise multiforme et aux résistances nombreuses et multiples qu'elle suscite, la droite française représentante de la bourgeoisie internationale entend poursuivre une politique autoritaire, xénophobe et liberticide, reposant sur la disparition des droits sociaux et des conquêtes sociale dans le but de surexploiter les salariés.

Le 1er enjeu pour l'élection présidentielle est donc de se débarrasser de Sarkozy et de sa clique.

Le 2nd enjeu qui englobe les 2 séquences électorales et va au-delà, c'est de proposer les éléments d'une alternative au capitalisme, au productivisme et aux formes désormais limitées de la démocratie représentative. Pour les Alternatifs, cela implique de continuer notre travail d'élaboration spécifique dans la perspective de contribuer avec d'autres à la construction d'un véritable projet alternatif.

Car, face à cette crise globale, les projets qui s'esquissent à gauche et les programmes électoraux qui en découlent ne sont pas à la hauteur de l'enjeu.

La victoire aux Primaires de F.Hollande qui a bénéficié de la volonté de se débarrasser au plus vite de Sarkozy, est la confirmation de l'enlisement du PS dans un social libéralisme acceptant les fondements du capitalisme et du productivisme du désastre, et tentant de l'aménager à la marge. Au-delà d'une demande de politique et d'une aspiration forte à battre la droite et l'extrême-droite, l'expérience inédite des Primaires a permis également de faire apparaître à travers les votes qui se sont exprimés sur A.Montebourg, une critique du social-libéralisme et de ses accommodements avec le capitalisme, même à travers le prisme ambigu de la "démondialisation", ainsi qu'une aspiration à d'autres mœurs politiques et à une "modernisation de la politique".

Le FDG s'inscrit, lui, dans la perspective d'une gauche antilibérale mais son absence de remise en cause du capitalisme lui-même, de réponse véritable à la crise écologique, le flou autour du débat qu'il propose sur le nucléaire, les pratiques de ses composantes fondatrices (cartel, fonctionnement vertical et pyramidal, incompréhension de l'importance d'une dynamique citoyenne) empêchent de traduire par des réponses politiques adéquates, les pratiques et luttes qui expriment une aspiration à la démocratisation radicale de la démocratie.

Enfin, le flou entretenu sur son éventuelle participation à un gouvernement dominé par le social libéralisme et éven-

tuellement ouvert aux centristes, alors qu'au sénat le groupe apparenté communiste s'est d'emblée inscrit dans la nouvelle majorité, lui interdit de créer une quelconque dynamique populaire et citoyenne.

Sans perspectives, le NPA s'enferme pour ces échéances 2012 dans un isolement identitaire et une politique d'auto-affirmation.

Pour les élections législatives, il est nécessaire de faire apparaître une gauche alternative mettant immédiatement au cœur de son projet et de ses pratiques, l'implication citoyenne et l'unité de la gauche de transformation sociale et écologique autour d'un programme d'urgence et d'objectifs transitoires.

Sans attendre les élections et au-delà de la double séquence électorale de 2012, la gauche alternative doit à la fois continuer à être partie prenante des mobilisations sociales, démocratiques, écologistes, féministes et accentuer son implication dans les rendez-vous altermondialistes. Elle doit se rassembler, à partir de sa participation à ces combats, autour de mises en débat commun, d'objectifs communs et constituer une coopérative politique ouverte lui permettant d'intervenir de façon cohérente en œuvrant à l'unité de la gauche de transformation sociale et écologiste. La participation du courant unitaire du NPA, des secteurs de la FASE refusant l'entrée dans le FdG et des écologistes radicaux à une telle coopérative est un enjeu essentiel. Enfin, la gauche alternative doit être en mesure de porter à destination de l'ensemble de la gauche de transformation sociale et écologique les débats permettant l'émergence d'une alternative au capitalisme : Quelles réponses politiques à la crise systémique du capitalisme ? Quelle stratégie pour le renverser ? Quel outil en terme de force politique faut-il construire ? ■

Florence Ciaravola, Patricia Cavallera, Cyril Cogneras, Mathieu Colloghan, Bruno Della Sudda, Christophe Lemasson, Michèle Moreau, Richard Neuville, Florian Rideau, Nathan Bommendil, Henri Féral, Denis le Goff, Michèle Lemaitre



Rouge & Vert a besoin de toutes et tous: ABONNEZ-VOUS!

Nous appelons celles et ceux qui souhaitent recevoir notre presse (*Rouge & Vert*, et *Lettre des élu-e-s Alternatifs*) à s'abonner.

Nous avons, bien sûr, besoin de votre soutien pour faire vivre la presse alternative et autogestionnaire, et chaque soutien est bienvenu.

Celles et ceux dont le revenu ne permet pas un abonnement à taux plein (50 euros par an) sont invité-e-s à apporter un soutien à la mesure de leurs moyens, car pour nous l'argent ne peut être un obstacle à la participation à l'action politique.

Les plus riches de nos mécènes sont invité-e-s à un geste financier généreux !

Et nous appelons à rejoindre les Alternatifs, présent-e-s dans les mobilisations sociales, écolos, féministes et altermondialistes, primordiales pour construire un avenir sans capitalisme ni productivisme.

Nous poursuivrons échanges et initiatives communes avec les forces politiques de la gauche de gauche et de l'écologie radicale et les mouvements sociaux émancipateurs.

La gauche de transformation sociale et écologique a besoin d'un courant autogestionnaire actif.
Merci à toutes et tous d'y contribuer.

Les Alternatifs.



Merci de renvoyer ce bulletin à :
Les Alternatifs,
40 rue de Malte
75011 Paris

Prénom Nom

Adresse

Adresse électronique (facultatif)

- je m'abonne à *Rouge & Vert*
- je rejoins les Alternatifs en 2011

Ci-joint cheque de 50 euros à l'ordre de "Rouge & Vert" (moins si nécessaire, plus si possible) pour l'abonnement d'un an à *Rouge & Vert* et *La lettre des élu-e-s Alternatifs*

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques).

Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: l'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.

AUTOGESTIONNAIRES

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique: nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale. Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique: développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.

VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.



FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes.

des structures d'accueil de la petite enfance. Pour un changement de regard sur l'éducation des enfants et le développement de structures d'accueil adaptées aux besoins des parents